

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1209

[2006/201007]

9 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 15 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006, division organique 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mars 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'accord cadre pour le secteur non marchand wallon du 16 mai 2000 relatif à l'harmonisation barémique avec la Commission paritaire 305.01;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 23 juin 2005 d'octroyer en 2006 des crédits supplémentaires nécessaires à l'harmonisation complète des barèmes au 1^{er} janvier 2006 pour, notamment, le secteur de l'aide à domicile;

Considérant le protocole d'accord du 24 octobre 2005 relatif à l'application de la décision du Gouvernement wallon du 23 juin 2005 susmentionnée;

Considérant la convention collective de travail du 19 décembre 2005, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, fixant les conditions de travail et de rémunération pour le personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne (sous-commission paritaire 318.01);

Considérant que cette convention fixe les nouvelles échelles barémiques applicables au personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne;

Considérant que le présent arrêté ne règle que des dispositions relatives aux subventions octroyées aux services;

Considérant qu'il convient de majorer les subventions pour permettre l'augmentation des salaires dans le secteur privé;

Considérant l'urgence et la nécessité de préserver l'équilibre financier des services dans la mesure où la convention collective de travail du 19 décembre 2005 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006 et que, depuis cette date, les services prennent en charge l'augmentation des coûts des rémunérations dues aux travailleurs;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1^{er} La subvention comporte :

1^o pour les services relevant du secteur privé :

a) un montant forfaitaire de 19,1958 EUR par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 0,4452 EUR pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins 8 ans et de moins de 14 ans, de 1,3716 EUR pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de 14 ans et plus;

b) un montant forfaitaire supplémentaire de 2,1225 EUR par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

c) un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,9193 EUR accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

d) un montant forfaitaire supplémentaire de 6,0850 EUR par heure effectuée les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 6 heures et 8 heures et entre 18 heures et 21 heures 30. Le nombre d'heures dites "inconfortables" ne peut dépasser 4 % des contingents territoriaux;

2^o pour les services relevant du secteur public :

a) un montant forfaitaire de 18,3811 EUR par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 2,1863 EUR pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins 8 ans et de moins de 14 ans, et de 3,7795 EUR pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de 14 ans et plus. Pour les services organisés par un service public qui n'applique pas aux aides familiaux l'échelle D1.1 prévue par la RGB ni l'échelle D2 lorsqu'il n'est pas soumis à un plan de gestion visé par le plan Tonus, les montants de 2,1863 EUR et 3,7795 EUR sont respectivement de 0,4590 EUR et 1,4384 EUR;

b) un montant forfaitaire supplémentaire de 2,1225 EUR par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

c) un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,9193 EUR accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux, des infirmiers gradués sociaux ou des infirmiers gradués spécialisés en santé communautaire, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

d) un montant forfaitaire supplémentaire de 6,0850 EUR par heure effectuée les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 6 heures et 8 heures et entre 18 heures et 21 heures 30. Le nombre d'heures dites "inconfortables" ne peut dépasser 4 % des contingents territoriaux.

§ 2. Les montants sont adaptés annuellement en fonction des indexations des salaires survenues dans la fonction publique au cours de l'année.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 116,15 dépassé en juillet 2005.

§ 3. Chaque année, la Ministre de l'Action sociale notifie aux différents services subventionnés les montants des forfaits de subventions appliqués dans le courant de l'année.

§ 4. Le nombre d'heures prestées à prendre en considération pour le calcul des subventions prévues au § 1^{er}, 1^o, a) et c), 2^o, a) et c), ne peut dépasser par aide et par année, le nombre d'heures équivalent à un temps plein, compte tenu de la durée hebdomadaire de travail convenue par la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire 318.01 et des dispositions légales relatives aux congés payés et jours fériés.

Le nombre de prestations visé au § 1^{er}, 1^o, b), et 2^o, b), est, le cas échéant, réduit en proportion du nombre d'heures visé à l'alinéa précédent. »

Art. 2. A l'article 18octies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "3.722,17 EUR" sont remplacés par les mots "4.109,58 EUR".

L'article 18octies, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, est abrogé.

Art. 3. Il est inséré dans le même arrêté un chapitre 4quater, comprenant les articles 10decies à 10undecies, rédigé comme suit :

« Chapitre 4quater. — Du complément de subvention pour les aides familiales et gardes à domicile subventionnées dans le cadre A.P.E.

Art. 18decies. Sont concernés par ce chapitre les aides familiaux et les gardes à domicile engagés dans les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées relevant du secteur privé, qui répondent respectivement aux conditions inscrites dans les articles 5 et 5bis, et qui sont engagés en application du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Art. 18undecies. § 1^{er}. Une somme forfaitaire annuelle de 1.000 EUR est octroyée au service agréé par équivalent temps plein A.P.E., afin de permettre aux employeurs de supporter la différence de coûts engendrée par l'harmonisation des barèmes.

§ 2. La subvention fixée au § 1^{er} est indexée conformément à l'article 10, § 2.

§ 3. La subvention fixée au § 1^{er} n'est octroyée en faveur d'un emploi que pour la période où celui-ci bénéficie des subventions octroyées en application du décret du 25 avril 2002 susmentionné.

§ 4. Par année civile, la subvention est liquidée au service selon les modalités suivantes :

- une avance de 80 % de la subvention estimée, après introduction d'une déclaration de créance dûment complétée et signée;

- le solde sur présentation des pièces justificatives; celles-ci sont fournies au plus tard le 30 juin de l'année suivante. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006.

Art. 5. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1209

[2006/201007]

9 MAART 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 15 december 2005 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2006, organieke afdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65.04 en 43.65.04;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 maart 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de raamovereenkomst voor de Waalse non-profit sector van 16 mei 2000 betreffende de harmonisering van de loonschalen met de paritaire Commissie 305.01;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 23 juni 2005 waarbij in 2006 de nodige aanvullende kredieten voor de volledige harmonisering van de loonschalen op 1 januari 2006 met name aan de thuiszorgsector toegekend worden;

Gelet op het protocolakkoord van 24 oktober 2005 betreffende de toepassing van bovenbedoelde beslissing van de Waalse Regering van 23 juni 2005;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2005, gesloten binnen de paritaire subcommissie voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, tot bepaling van de tewerkstellings- en bezoldigingsvoorwaarden voor de door het Waalse Gewest gesubsidieerde diensten voor gezins- en bejaardenhulp (paritaire subcommissie 318.01);

Overwegende dat de nieuwe loonschalen die toepasselijk zijn op het personeel van de door het Waalse Gewest gesubsidieerde diensten voor gezins- en bejaardenhulp in deze overeenkomst vastliggen;

Overwegende dat dit besluit enkel de bepalingen regelt die betrekking hebben op de aan de diensten toegekende toelagen;

Overwegende dat de toelagen verhoogd moeten worden om de verhoging van de lonen in de privé sector mogelijk te maken;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is het financiële evenwicht van de diensten in stand te houden daar de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2005 in werking getreden is op 1 januari 2006 en dat de verhoging van de kosten van de lonen die aan de werknemers verschuldigd zijn sinds die datum ten laste vallen van de diensten;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijkheid van Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 10 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. De toelage bestaat :

1° voor de diensten die onder de privé sector ressorteren :

a) uit een forfaitair bedrag van 19,1958 EUR per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonlasten van de gezinshelpers; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4452 EUR voor de uren gepresteerd door gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, minstens 8 en minder dan 14 jaar bedraagt, en met 1,3716 EUR voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, 14 jaar en meer bedraagt;

b) uit een bijkomend forfaitair bedrag van 2,1225 EUR per prestatie toegekend als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

c) uit een bijkomend forfaitair bedrag vastgelegd op 0,9193 EUR toegekend per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhulpers als tegemoetkoming in de loonkosten van de maatschappelijke assistenten of geïnduceerde sociale verplegers;

d) uit een bijkomend forfaitair bedrag van 6,0850 EUR per uur gepresteerd op zater-, zon-, feestdagen of tussen 6 en 8 uur en 18 en 21.30 uur. Het aantal zogezegde "ongemakkelijke" uren mag niet hoger zijn dan 4 % van de territoriale contingenten;

2° voor de diensten die onder de openbare dienst ressorteren :

a) uit een forfaitair bedrag van 18,3811 EUR per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonlasten van de gezinshelpers; dat bedrag wordt vermeerderd met 2,1863 EUR voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, minstens 8 en minder dan 14 jaar bedraagt, en met 3,7795 EUR voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, 14 jaar en meer bedraagt. Voor de diensten georganiseerd door een openbare dienst die de bij het RGB vastgelegde schaal D1.1 noch de schaal D2 op de gezinshelpers toepast als hij niet onderworpen is aan een beheersplan dat onder het Tonus-plan valt, worden de bedragen 2,1863 EUR en 3,7795 EUR respectievelijk 0,4590 EUR en 1,4384 EUR;

b) uit een bijkomend forfaitair bedrag van 2,1225 EUR per prestatie toegekend als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

c) uit een bijkomend forfaitair bedrag vastgelegd op 0,9193 EUR toegekend per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhulpers als tegemoetkoming in de loonkosten van de maatschappelijke assistenten, de gegradueerde sociale verplegers of de gegradueerde verplegers gespecialiseerd in gemeenschappelijke gezondheidszorg;

d) uit een bijkomend forfaitair bedrag van 6,0850 EUR per uur gepresteerd op zater-, zon-, feestdagen of tussen 6 en 8 uur en 18 en 21.30 uur. Het aantal zogenoemde "ongemakkelijke" uren mag niet hoger zijn dan 4 % van de territoriale contingents.

§ 2. De bedragen worden jaarlijks aangepast op grond van de loonindexeringen die zich in de loop van het jaar in het openbaar ambt voordoen.

Ze worden gekoppeld aan de in juli 2005 overschreden spilindex 116,15.

§ 3. De Minister van Sociale Actie geeft de verschillende gesubsidieerde diensten jaarlijks kennis van de bedragen van de forfaitaire toelagen die in de loop van het jaar toegepast worden.

§ 4. Het aantal prestaties dat in aanmerking genomen wordt bij de berekening van de toelagen bedoeld in § 1, 1^o, a) en c), 2^o, a) en c), mag per gezinshelper en per jaar niet hoger zijn dan het aantal uren overeenstemmend met een voltijdse betrekking, rekening houdende met de wekelijkse arbeidsduur vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst die is gesloten binnen de paritaire commissie 318.01 en met de wetsbepalingen betreffende het betaald verlof en de feestdagen.

Het aantal uren bedoeld in § 1, 1^o, b), en 2^o, b), wordt in voorkomend geval verminderd naar rato van het aantal uren bedoeld in het vorige lid. »

Art. 2. In artikel 18*octies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het bedrag "3.722,17" vervangen door het bedrag "4.109,58 EUR".

Artikel 18*octies*, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk 4*quater*, dat de artikelen 10*decies* tot 10*undecies* inhoudt, luidend als volgt :

« Hoofdstuk 4*quater*. — Extratoelage voor gezinshulpers en thuisoppassers gesubsidieerd in het A.P.E.-kader

Art. 18*decies*. Dit hoofdstuk betreft de gezinshulpers en thuisoppassers in dienst genomen door de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp uit de privé sector die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in respectievelijk de artikelen 5 en 5*bis* en die in dienst genomen zijn overeenkomstig het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Art. 18*undecies*. § 1. Er wordt aan de erkende dienst een jaarlijks forfaitair bedrag van 1.000 EUR per voltijds equivalent A.P.E. toegekend opdat de werkgevers het hoofd zouden kunnen bieden aan het kostenverschil dat de harmonisering van de loonschalen met zich meebrengt.

§ 2. De toelage bedoeld in § 1 wordt overeenkomstig artikel 10, § 2 geïndexeerd.

§ 3. De toelage bedoeld in § 1 wordt slechts ten gunste van een betrekking toegekend voor de periode waarin deze betrekking in aanmerking komt voor de toelagen die overeenkomstig voornoemd decreet van 25 april 2002 toegekend worden.

§ 4. De toelage wordt per kalenderjaar aan de dienst betaald als volgt :

- een voorschot van 80 % van de geraamde toelage, na indiening van een behoorlijk ingevulde en getekende schuldverklaringsverklaring;

- het saldo na overlegging van de bewijsstukken, die uiterlijk 30 juni van het volgende jaar geleverd worden. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006.

Art. 5. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 maart 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE